

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F		
Frais d'expédition.....	13.000 F			

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### DECRETS-ARRETES

**15 janvier 2016-Décret n°2016-0016/P-RM** portant nomination de l'Ambassadeur du Mali à La Havane (Cuba)....**p.165**

**Décret n°2016-0017/P-RM** fixant la rémunération des membres de la Haute Autorité de la Communication..**p.166**

**Décret n°2016-0018/P-RM** portant nomination du Directeur du Programme National de Lutte contre L'excision (PNLE).....**p.167**

**Décret n°2016-0022/P-RM** portant nomination des membres du Gouvernement.....**p.167**

**15 janvier 2016-Décret n°2016-0023/P-RM** portant abrogation du Décret n°2012-002/P-RM du 04 janvier 2012 portant nomination d'un Chef de Division à l'Etat-major général des Armées.....**p.169**

**26 janvier 2016-Décret n°2016-0024/P-RM** fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence de gestion du Fonds d'Accès universel.....**p.169**

**Décret n°2016-0025/P-RM** fixant la rémunération des membres de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel.....**p.172**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**23 octobre 2014 – Arrêté n°2014-2965/MEF-SG** portant retrait d'agrément de la société de courtage en Assurance dénommée «LAKANA SARL».....**p.173**

**Arrêté n°2014-2966/MEF-SG** portant retrait d'agrément de la société de courtage en Assurance dénommée «ASSURLAND SARL».....**p.173**

**28 octobre 2014 – Arrêté n°2014-3026/MEF-SG** portant dérogation au principe de l'annualité budgétaire dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune I du District.....**p.173**

**Arrêté n°2014-3027/MEF-SG** portant dérogation au principe de l'annualité budgétaire dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune III du District.....**p.173**

**Arrêté n°2014-3028/MEF-SG** portant dérogation au principe de l'annualité budgétaire dans le cadre de l'exécution du marché relative aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune IV du District.....**p.174**

**Arrêté n°2014-3029/MEF-SG** portant dérogation au principe de l'annualité budgétaire dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la commune V du District.....**p.174**

**Arrêté n°2014-3030/MEF-SG** portant dérogation au principe de l'annualité budgétaire dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune VI du District.....**p.174**

**Arrêté n°2014-3031/MEF-SG** portant dérogation au principe de l'annualité budgétaire dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de construction d'un logement pour le Directeur Régional des Impôts de Ségou.....**p.174**

**29 octobre 2014 – Arrêté n°2014-3068/MEF-SG** portant agrément de Monsieur Mahamadou WAGUE habilité à exécuter des opérations de change manuel.....**p.175**

**30 octobre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3098/MEF-MUH-SG** portant nomination d'un régisseur d'avances auprès du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat.....**p.175**

**4 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3120/MEF-SG** Autorisant le paiement par annuités marché relatif aux travaux de construction du centre d'accueil et de placement familial à Bamako (Poupponnière).....**p.175**

**Arrêté n°2014-3122/MEF-SG** portant modification de l'arrêté n°08-2974/MF-SG du 23 octobre 2008 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et contrats du projet de renforcement des moyens de protection des végétaux et des denrées dans la région du Liptako Gourma.....**p.176**

**6 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3123/MEF-SG** portant institution d'une régie spéciale d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville.....**p.176**

**Arrêté interministériel n°2014-3126/MEF-MEN-SG** portant nomination d'un régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Education Nationale...**p.177**

**7 novembre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3164/MEF-MENIC-SG** portant nomination d'un régisseur d'avances à l'Agence Nationale de Communication pour le Développement (ANCD).....**p.178**

**11 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3232/MEF-SG** portant dérogation au principe de l'annualité budgétaire dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de pavage des voies d'accès du Palais de la Culture Amadou Hampaté BA.....**p.178**

**12 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3233/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités du marché relatif à la révision du schéma directeur de la ville de Mopti et environs.....**p.178**

**Arrêté n°2014-3234/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités du marché relatif à l'élaboration du schéma directeur d'urbanisme de la ville de Bancoumana et environs.....**p.178**

- 12 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3236/MEF-SG** portant modification de l'arrêté n°08-3039/MF-SG du 28 octobre 2008 fixant le régime fiscal et douanier applicable au projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les régions de Gao, Koulikoro et Ségou.....p.179
- 13 novembre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3250/MEF-METD-SG** portant nomination d'un régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement.....p.179
- Arrêté interministériel n°2014-3251/MEF-MDV-SG** portant nomination d'un régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville.....p.180
- 17 novembre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3299/MEF-MDR-SG** portant nomination d'un agent comptable auprès du Laboratoire vétérinaire de Gao.....p.180
- Arrêté n°2014-3300/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités du marché relatif aux travaux de construction du Centre régional des Oeuvres universitaires de Ségou..p.180
- Arrêté n°2014-3315/MEF-SG** portant approbation du budget pour l'exercice 2014 de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN).....p.181
- 19 novembre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3335/MEF-MSHP-SG** portant nomination d'un régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.....p.181
- 20 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3336/MEF-SG** portant modification de l'arrêté n°2011-3543/MEF-SG du 2 septembre 2011 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et contrats relatifs au projet d'appui à la restauration du système Faguibine (PARF).....p.181
- 21 novembre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3350/MEF-MSHP-SG** portant nomination d'un comptable matières à l'Hôpital de Kati.....p.182
- 24 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3391/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités des marchés relatifs aux travaux de réhabilitation du stade Modibo KEITA.....p.182
- 28 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3426/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités du marché relatif aux travaux de construction des bureaux R + 1 au siège de l'Office National des Produits Pétroliers.....p.182
- Arrêté n°2014-3427/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités du marché relatif à l'acquisition et la pose de deux (02) ascenseurs au Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale.....p.183
- Arrêté n°2014-3428/MEF-SG** portant nomination d'un coordinateur de l'Unité de coordination du projet de reconstruction et de relance économique.....p.183
- Arrêté n°2014-3429/MEF-SG** portant nomination des membres du comité d'orientation et de pilotage du projet de reconstruction et de relance économique.....p.183
- Arrêté n°2014-3447/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités du marché relatif aux travaux de construction d'un immeuble R + 5 pour le siège de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat et de la Direction Régionale du District à Darsalam à Bamako.....p.184
- Arrêté n°2014-3448/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités des marchés passés dans le cadre des travaux de réhabilitation des infrastructures de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs-Abderhamane Baba TOURE (ENI-ABT).....p.184
- Arrêté n°2014-3449/MEF-SG** autorisant le paiement par annuités du marché relatif aux travaux de construction du siège de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme.....p.184
- 03 décembre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3469/MEF-MJCC-SG** portant nomination du chef de division comptabilité-matières à la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne.....p.184

**31 décembre 2014 – Arrêté interministériel n°2014-3915/MEF-MC-SG** portant nomination d'un régisseur de recettes à la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.....**p.185**

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**03 septembre 2014 – Arrêté n°2014-2404/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée « NIMA DOUCOURE ».....**p.185**

**Arrêté n°2014-2405/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Ecole Privée Nafatouma KANTE ».....**p.186**

**Arrêté n°2014-2406/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée « Adama Monzon COULIBALY ».....**p.186**

**Arrêté n°2014-2407/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée « Ecole fondamentale Fatou NIANG ».....**p.186**

**Arrêté n°2014-2408/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Banan KOKOUN».....**p.186**

**23 septembre 2014 – Arrêté n°2014-2603/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement secondaire général dénommé « Lycée Privé Pyramide de Kati ».....**p.187**

**Arrêté n°2014-2604/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement secondaire général dénommé « Lycée Toubacoro Alhassane DOUCOURE de l'Hyppodrome».....**p.187**

**24 octobre 2014 – Arrêté n°2014-2990/MEN-SG** portant rectificatif à l'arrêté n°2014-1261/MEN-SG du 4 avril 2014 portant nomination de Directeurs des Centres d'Animation Pédagogique.....**p.187**

**28 octobre 2014 – Arrêté n°2014-3032/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de second cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Hadja Bassitan KONE » à Niamana.....**p.188**

**Arrêté n°2014-3033/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement secondaire général dénommé « Lycée SABABU de Kalabancoura ACI ».....**p.188**

**Arrêté n°2014-3034/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement secondaire général dénommé « Lycée Privé Franco-arabe Seïda AWA SACKO de Ségou ».....**p.188**

**Arrêté n°2014-3036/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de second cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Ecole Privée Tiémoko Donki DIARRA Second Cycle» à Baco-Djicoroni ACI.....**p.188**

**Arrêté n°2014-3037/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement secondaire général dénommé «Lycée Privé Cheickna Handa Hamé».....**p.189**

**Arrêté n°2014-3038/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Les Lauréats 1<sup>er</sup> cycle».....**p.189**

**Arrêté n°2014-3039/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée « Ecole Fondamentale les Princes».....**p.189**

**Arrêté n°2014-3040/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de second cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Ecole privée – Djim-Héra-So».....**p.189**

**Arrêté n°2014-3041/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée « Hadja Bassitan KONE » à Niamana.....**p.190**

**30 octobre 2014 – Arrêté n°2014-3096/MEN-SG** portant autorisation d'ouverture d'une école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Yoro KANTE».....**p.190**

**31 octobre 2014 – Arrêté n°2014-3099/MEN-SG** portant nomination de chefs de division à la Direction des Ressources Humaines du secteur de l'Education.....p.190

**Arrêté n°2014-3100/MEN-SG** portant nomination de Censeurs de Lycées.....p.191

**Arrêté n°2014-3101/MEN-SG** portant nomination de chefs de bureau au Centre National des Cantines Scolaires.....p.192

**Arrêté n°2014-3102/MEN-SG** portant nomination d'un Directeur des Etudes à l'Institut de Formation des Maîtres de Kati.....p.192

**6 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3133/MEN-SG** portant nomination d'Inspecteur à l'Inspection Pédagogique Régionale de l'Enseignement Secondaire de Bamako.....p.192

**Arrêté n°2014-3134/MEN-SG** portant nomination d'Inspecteurs Coordinateurs dans les Inspections Pédagogiques Régionales de l'enseignement secondaire de Bamako, Ségou et Mopti.....p.193

**Arrêté n°2014-3135/MEN-SG** portant nomination d'un proviseur au Lycée Hamadou DICKO de Sévaré.....p.194

#### MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

**13 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3242/METD-SG** portant nomination des Directeurs régionaux des transports terrestres et fluviaux....p.194

**Arrêté n°2014-3243/METD-SG** portant nomination des chefs des services statistiques des entrepôts maliens dans les ports de transit.....p.195

**Arrêté n°2014-3244/METD-SG** portant nomination des Directeurs des entrepôts maliens dans les ports de transit.....p.195

**Arrêté n°2014-3245/METD-SG** portant nomination du Directeurs national adjoint des transports terrestres, maritimes et fluviaux.....p.195

**21 novembre 2014 – Arrêté n°2014-3354/METD-SG** portant renouvellement de l'agrément d'exploitation de services aériens non réguliers de transport public par « SAHEL AVIATION SERVICE S.A.R.L».....p.196

**Annonces et communications.....p.197**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°2016-0016/P-RM DU 15 JANVIER 2016 PORTANT NOMINATION DE L'AMBASSADEUR DU MALI A LA HAVANE (CUBA)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n° 05-039 du 22 juillet 2005 fixant des indices de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n° 04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret n° 05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions diplomatiques et consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret n° 2012-070/P-RM du 2 février 2012 abrogeant et remplaçant le Décret n°09-445/P-RM du 10 septembre 2009 portant répartition des postes diplomatiques et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0603/P-RM du 24 septembre 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0683/P-RM du 20 octobre 2015 fixant les intérimaires des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Abdoul Kader TOURE**, N°Mle 385-62.W, Conseiller des Affaires étrangères, est nommé **Ambassadeur du Mali à Cuba**, à **Haïti**, en **Jamaïque**, au **Nicaragua**, en **République dominicaine**, au **Guatemala**, au **San Salvador**, à **Belize**, au **Costa Rica**, au **Panama** et en **République de Honduras**, avec résidence à **La Havane**.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 janvier 2016**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Coopération internationale et de l'Intégration africaine, ministre des Affaires étrangères par intérim,**  
**Cheickna Seydi Ahamady DIAWARA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----

**DECRET N°2016-0017/P-RM DU 15 JANVIER 2016  
FIXANT LA REMUNERATION DES MEMBRES DE  
LA HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°067-11/AN-RM du 13 avril 1967 déterminant le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu l'Ordonnance n°44/CMLN du 11 août 1975 fixant les principes généraux du régime des primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents ;

Vu l'Ordonnance n°2014-006/P-RM du 21 janvier 2014, modifiée, portant création de la Haute Autorité de la Communication ;

Vu le Décret n°151/PG-RM du 26 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des primes aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0603/P-RM du 24 septembre 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les membres de la Haute Autorité de la Communication perçoivent une rémunération mensuelle composée :

- d'un salaire de base ;
- d'une prime de fonctions spéciales ;

- d'une indemnité de logement ;

- d'une indemnité forfaitaire d'eau, d'électricité et de téléphone ;

- d'une indemnité de transport.

**Article 2** : Le montant du traitement et des avantages du Président de la Haute Autorité de la Communication sont fixés comme suit :

- salaire de base :	2.300.000 F CFA ;
- prime de fonctions spéciales :	300.000 F CFA ;
- indemnité de logement :	205.000 F CFA ;

- indemnité forfaitaire d'eau, d'électricité et de téléphone :  
150.000 F CFA.

**Article 3** : Le montant du traitement et des avantages des membres sont fixés comme suit :

- salaire de base :	2.100.000 F CFA ;
- prime de fonctions spéciales :	100.000 F CFA ;
- indemnité de logement :	200.000 F CFA ;

- indemnité forfaitaire d'Eau, d'électricité et de téléphone :  
100.000 F CFA ;

- indemnité de transports : 100.000 F CFA.

**Article 4** : Le ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Economie numérique, de l'Information et de la Communication, Porte parole du Gouvernement et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 janvier 2016**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Travail et de la Fonction publique,**  
**chargé des Relations avec les Institutions,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Economie numérique, de l'Information et de la Communication, Porte parole du Gouvernement,**  
**Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2016-0018/P-RM DU 15 JANVIER 2016  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DU  
PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE  
L'EXCISION (PNLE)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°02-053/P-RM du 04 juin 2002 portant création du Programme de Lutte contre la Pratique de l'Excision ;

Vu le Décret n°02-492/P-RM du 12 octobre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Programme de Lutte contre la Pratique de l'Excision ;

Vu le Décret n°02-493/P-RM du 12 octobre 2002 déterminant le cadre organique du Programme de Lutte contre la Pratique de l'Excision ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0603/PRM du 24 septembre 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Madame **GUINDO Yacine GAKOU**, N°Mle 0118-013.F, Médecin, est nommée en qualité de **Directeur** du Programme national de Lutte contre l'Excision (PNLE).

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°02-579/P-RM du 16 décembre 2002 portant nomination de Madame **KEITA Joséphine TRAORE**, N°Mle 306-90.C, en qualité de **Directrice** du Programme national de Lutte contre l'Excision (PNLE), sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 janvier 2016**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille,**  
**Madame SANGARE Oumou BA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**DECRET N°2016-0022/P-RM DU 15 JANVIER 2016 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU  
GOUVERNEMENT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Sur proposition du Premier ministre,

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont nommés membres du Gouvernement en qualité de :

1. Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord  
**Monsieur Hamadou KONATE**
2. Ministre de l'Administration Territoriale  
**Monsieur Abdoulaye Idrissa MAÏGA**
3. Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine  
**Monsieur Abdoulaye DIOP**
4. Ministre de la Défense et des Anciens Combattants  
**Monsieur Tiéman Hubert COULIBALY**

- 
5. Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile  
**Colonel Major Salif TRAORE**
  6. Ministre de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat  
**Monsieur Mohamed AG ERLAF**
  7. Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux  
**Madame SANOGO Amina ta MALLE**
  8. Ministre de l'Economie et des Finances  
**Dr Boubou CISSE**
  9. Ministre de la Réconciliation Nationale  
**Monsieur Zahabi OULD SIDI MOHAMED**
  10. Ministre des Maliens de l'Extérieur  
**Dr Abdourhamane SYLLA**
  11. Ministre de l'Agriculture  
**Monsieur Kassoum DENON**
  12. Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières  
**Me Mohamed ALI BATHILY**
  13. Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable  
**Monsieur Ousmane KONE**
  14. Ministre de l'Elevage et de la Pêche  
**Dr Nango DEMBELE**
  15. Ministre des Mines  
**Monsieur Cheickna Seydi Ahamady DIAWARA**
  16. Ministre de l'Enseignement Supérieur  
**Me Mountaga TALL**
  17. Ministre de l'Education Nationale  
**Pr Kénékouo dit Barthélémy TOGO**
  18. Ministre de l'Economie Numérique, de l'Information et de la Communication, Porte-parole du Gouvernement  
**Dr Choguel Kokalla MAÏGA**
  19. Ministre du Commerce et de l'Industrie  
**Monsieur Abdel Karim KONATE**
  20. Ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme  
**Monsieur Dramane DEMBELE**
  21. Ministre de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé  
**Monsieur Konimba SIDIBE**
  22. Ministre de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne  
**Monsieur Mahamane BABY**
  23. Ministre de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement  
**Monsieur Mamadou Hachim KOUMARE**
  24. Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique  
**Dr Marie Madeleine TOGO**
  25. Ministre de l'Energie et de l'Eau  
**Monsieur Mamadou Frankaly KEÏTA**
  26. Ministre du Travail et de la Fonction Publique chargé des Relations avec les Institutions  
**Madame DIARRA Raky TALLA**
  27. Ministre de la Recherche Scientifique  
**Pr Assétou Founè Samaké MIGAN**

28. Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population  
**Monsieur Sambel Bana DIALLO**
29. Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille  
**Madame SANGARE Oumou BAH**
30. Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme  
**Madame N'DIA YE Rama toulaye DIALLO**
31. Ministre des Affaires Religieuses et du Culte  
**Monsieur Thierno Amadou Omar Hass DIALLO**
32. Ministre des Sports  
**Monsieur Housseini Amion GUINDO**

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du Décret N°2015-0603/P-RM du 24 septembre 2015 portant nomination des membres du Gouvernement, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 janvier 2016**

**Le Président de République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**DECRET N° 2016-0023/P-RM DU 15 JANVIER 2016  
PORTANT ABROGATION DU DECRET N°2012-002/  
P-RM DU 04 JANVIER 2012 PORTANT  
NOMINATION D'UN CHEF DE DIVISION A  
L'ETAT-MAJOR GENERAL DES ARMEES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°02-055 du 16 décembre 2002, modifié, portant statut général des militaires ;  
Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;  
Vu la Loi n°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;  
Vu le Décret n°05-002/P-RM du 07 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Décret n°2012-002/P-RM du 04 janvier 2012 portant nomination du Colonel **Modibo Idrissa COULIBALY**, en qualité de **Chef de Division** des Opérations de Maintien de Paix et Droit humanitaire à l'Etat-major général des Armées, est abrogé.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 janvier 2016**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2016-0024/P-RM DU 26 JANVIER 2016  
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES  
DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE  
GESTION DU FONDS D'ACCES UNIVERSEL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère administratif ;  
Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;  
Vu l'Ordonnance n°2016-001/P-RM du 26 janvier 2016 portant création de l'Agence de gestion du Fonds d'Accès universel ;  
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret n°2016-022/P-RM du 15 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES**

**DECRETE :**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence de gestion du Fonds d'Accès universel (AGEFAU).

**Article 2 :** L'Agence de gestion du Fonds d'Accès universel (AGEFAU) est placée sous la tutelle du Premier ministre.

## **CHAPITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION**

### **SECTION I : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Article 3 :** Le Conseil d'Administration de l'Agence de gestion du Fonds d'Accès universel dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration et à la gestion de l'Agence.

A cet effet, il est chargé :

- de fixer les orientations générales ;
- d'adopter les objectifs annuels et le programme d'activités y afférent ;
- d'adopter le budget annuel ;
- d'approuver les résultats techniques, financiers et administratifs, notamment les rapports d'activités, les comptes de gestion et les états financiers annuels;
- d'approuver le manuel de procédures administrative, financière et comptable de l'Agence ;
- d'approuver le plan de recrutement du personnel, l'organisation interne et les règles particulières de fonctionnement de l'Agence ;
- de déterminer les avantages accordés au personnel et aux membres du Conseil d'administration ;
- d'approuver les acquisitions, dispositions ou aliénations des biens meubles et immeubles;
- d'approuver le règlement intérieur du Conseil d'Administration ;
- de donner son avis sur toute autre question en rapport avec le fonctionnement de l'Agence à lui soumise par l'autorité de tutelle ou le Directeur général.

**Article 4 :** Le Conseil d'administration de l'Agence de gestion du Fonds d'Accès universel est composé comme suit:

#### **a) Représentants des pouvoirs publics :**

**Président :** le Premier ministre ou son représentant ;

#### **Membres :**

- 1) le ministre chargé des télécommunications et des technologies de l'information et de la Communication ou son représentant ;

- 2) le ministre chargé des Finances ou son représentant;

- 3) le ministre chargé de la Défense ou son représentant;

- 4) le ministre chargé de la Sécurité ou son représentant ;

- 5) le ministre chargé du Commerce ou son représentant;

- 6) le ministre chargé des Collectivités territoriales ou son représentant ;

- 7) le ministre chargé des Travaux publics ou son représentant ;

- 8) le ministre chargé des Domaines de l'Etat ou son représentant ;

#### **b) Représentants des usagers :**

- 9) un représentant des associations des consommateurs du secteur ;

- 10) le Directeur général de l'Agence de Gestion des Technologies de l'Information et de la Communication ;

- 11) trois membres de l'Autorité chargée de la régulation du secteur des télécommunications dont un cadre du secrétariat permanent ;

- 12) un représentant de l'Agence nationale d'Investissement des Collectivités territoriales ;

- 13) trois représentants des organisations faïtières des collectivités territoriales.

#### **c) Représentants du personnel :**

- 14) un représentant du personnel de l'Agence.

**Article 5 :** Le représentant du personnel de l'Agence est désigné en assemblée générale des travailleurs à la majorité simple.

Le représentant des associations des consommateurs du secteur est désigné en assemblée générale à la majorité simple, sur convocation de l'autorité de tutelle qui en fixe les modalités d'organisation.

Les représentants de l'Autorité chargée de la régulation du secteur sont désignés par le président de l'Autorité parmi ses membres.

Les représentants des organisations faïtières des collectivités territoriales sont désignés conformément aux règles qui leur sont propres.

**Article 6 :** Le Conseil d'Administration peut faire appel à des personnes ressources avec voix consultative.

**Article 7 :** Les membres du Conseil d'Administration perçoivent, lors des sessions, des indemnités de session dont les taux sont fixés par délibération du Conseil et approuvés par le ministre chargé des Finances.

## **SECTION II : DE LA DIRECTION GENERALE**

**Article 10 :** L'Agence de Gestion du Fonds d'Accès universel est dirigée par un Directeur général nommé par décret pris en Conseil des ministres sur proposition de l'autorité de tutelle et à l'issue d'une procédure d'appel à candidatures.

Il est nommé pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable dans les mêmes conditions.

Il peut être révoqué à tout moment par l'autorité de tutelle pour des fautes de gestion ou des contreperformances dans l'atteinte des objectifs fixés.

**Article 11 :** Le Directeur général est secondé et assisté d'un adjoint nommé par arrêté du Premier ministre sur proposition du Directeur général.

L'arrêté de nomination précise les attributions spécifiques du Directeur général adjoint.

**Article 12 :** Le Directeur général coordonne et dirige les activités de l'Agence conformément aux orientations générales fixées par le Conseil d'administration.

Il prépare le programme d'activités et le budget de l'Agence pour l'exercice à venir ainsi que le rapport d'activités et les différents états financiers de l'année et les soumet à l'examen du Conseil d'Administration.

Il assure la mise en œuvre des délibérations du Conseil d'Administration et veille à l'exécution des engagements contractuels de l'Agence.

Il est ordonnateur du budget de l'Agence.

Il signe tous les actes et contrats dans les limites de ses compétences.

Il représente l'Agence dans les actes de la vie civile.

Il peut ester en justice au nom et pour le compte de l'Agence.

**Article 13 :** En cas d'absence ou d'empêchement, le Directeur général est remplacé dans l'exercice de ses attributions par son adjoint.

L'empêchement ne peut excéder six (6) mois. A l'expiration de ce délai, il est procédé à l'organisation de l'appel à candidature pour la nomination d'un nouveau Directeur général.

## **SECTION III : DU COMITE DE GESTION**

**Article 14 :** Le Comité de gestion assiste le Directeur général dans ses tâches de gestion.

Il examine toute question relative à l'organisation, à la gestion et au fonctionnement de l'Agence.

**Article 15 :** Le Comité de gestion est composé comme suit :

### **Président :**

- le Directeur général.

### **Membres :**

- le Directeur général adjoint,
- les chefs de service,
- le représentant du personnel.

**Article 16 :** Le représentant du personnel de l'Agence au sein du comité de gestion est désigné en assemblée générale des travailleurs de l'Agence à la majorité des votants.

## **CHAPITRE III : DE LA TUTELLE**

**Article 17 :** L'autorisation préalable et expresse de l'autorité de tutelle est obligatoire pour les cas suivants :

- 1) les emprunts à plus d'un an ;
- 2) les dons et les legs assortis de conditions et de charges ;
- 3) les aliénations des biens meubles faisant partie du patrimoine de l'Agence ;
- 4) la signature de toute convention ou de tout contrat d'un montant supérieur ou égal à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA ;
- 5) l'ouverture de tout compte pour le placement des avoirs, valeurs et disponibilités financières ;
- 6) les participations financières et l'émission d'emprunts obligatoires ;
- 7) la création d'antennes régionales.

**Article 18 :** L'approbation expresse de l'autorité de tutelle est obligatoire pour les actes suivants :

- 1) le programme annuel d'action ;
- 2) les localités d'intervention ou les types de services à offrir ;
- 3) le budget annuel ;
- 4) le plan de recrutement du personnel ;

- 5) les rapports annuels du Conseil d'Administration ;
- 6) le règlement intérieur du Conseil d'Administration ;
- 7) l'organisation interne de l'Agence ;
- 8) les conventions passées entre les administrateurs et l'Agence, notamment les taux et modalités d'octroi d'indemnités et autres avantages aux membres du Conseil d'administration;
- 9) la grille salariale du personnel.

Vu l'Ordonnance n°44/CMLN du 11 août 1975 fixant les principes généraux du régime des primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents ;

Vu le Décret n°2015-0504/P-RM du 27 juillet 2015 fixant la liste des membres de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0022/P-RM du 15 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 19** : Le Premier ministre, le ministre de l'Economie numérique, de l'Information et de la Communication, Porte-parole du Gouvernement et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 26 janvier 2016**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie numérique, de l'Information et de la Communication, Porte-parole du Gouvernement,  
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Dr Boubou CISSE**

-----

#### **DECRET N°2016-0025/P-RM DU 26 JANVIER 2016 FIXANT LA REMUNERATION DES MEMBRES DE L'AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°067-11/AN-RM du 13 avril 1967 déterminant le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu la Loi n°2013-015 du 21 mai 2013 portant Protection des Données à Caractère personnel en République du Mali ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret fixe le mode de rémunération des membres de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel.

**Article 2** : La rémunération mensuelle du Président de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel est fixée ainsi qu'il suit :

- salaire de base : 900.000 F CFA ;
- indemnité de représentation et de responsabilité : 400.000 F CFA ;
- indemnité de logement : 500.000 F CFA ;
- indemnité forfaitaire d'Eau, d'électricité et de téléphone : 400.000 F CFA.

**Article 3** : Le Président et les autres membres de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel perçoivent des indemnités de session et de déplacement dans le cadre de leur mission.

Le montant de ces indemnités est fixé par une délibération de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel dans la limite des moyens financiers mis à sa disposition. Ce montant tient compte des barèmes habituellement pratiqués au niveau des institutions similaires.

**Article 4** : Le Président de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel bénéficie d'une assurance contre les accidents de transport par voie aérienne ou de surface.

**Article 5** : Les pensions civiles et militaires, lorsqu'elles sont de droit, sont cumulées avec les rémunérations visées aux articles 2 et 3 du présent décret.

**Article 6** : Le ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Administration territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 26 janvier 2016**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre du Travail et de la Fonction publique,  
chargé des Relations avec les Institutions,  
Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Dr Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Administration territoriale,  
Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES**

**ARRETE N°2014-2965/MEF-SG DU 23 OCTOBRE 2014 PORTANT RETRAIT D'AGREMENT DE LA SOCIETE DE COURTAGE EN ASSURANCE DENOMMEE « LAKANA SARL ».**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est retiré, l'agrément accordé à la société de courtage en assurance dénommée «LAKANA SARL» sise à Djélibougou près de la SOTELMA- Bamako.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 23 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-2966/MEF-SG DU 23 OCTOBRE 2014 PORTANT RETRAIT D'AGREMENT DE LA SOCIETE DE COURTAGE EN ASSURANCE DENOMMEE «ASSURLAND SARL».**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est retiré, l'agrément accordé à la société de courtage en assurance dénommée «ASSURLAND SARL» sise à Luna Parc, route de Koulikoro, BP : E 4548 Bamako.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 23 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-3026/MEF-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT DEROGATION AU PRINCIPE DE L'ANNUALITE BUDGETAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DES IMPOTS DE LA COMMUNE I DU DISTRICT**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune I du District, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-3027/MEF-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT DEROGATION AU PRINCIPE DE L'ANNUALITE BUDGETAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DES IMPOTS DE LA COMMUNE III DU DISTRICT**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune III du District, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----  
**ARRETE N°2014-3028/MEF-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT DEROGATION AU PRINCIPE DE L'ANNUALITE BUDGETAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DES IMPOTS DE LA COMMUNE IV DU DISTRICT**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune IV du District, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----  
**ARRETE N°2014-3029/MEF-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT DEROGATION AU PRINCIPE DE L'ANNUALITE BUDGETAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DES IMPOTS DE LA COMMUNE V DU DISTRICT**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune V du District, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----  
**ARRETE N°2014-3030/MEF-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT DEROGATION AU PRINCIPE DE L'ANNUALITE BUDGETAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DES IMPOTS DE LA COMMUNE VI DU DISTRICT**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de réhabilitation du centre des Impôts de la Commune VI du District, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----  
**ARRETE N°2014-3031/MEF-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT DEROGATION AU PRINCIPE DE L'ANNUALITE BUDGETAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT POUR LE DIRECTEUR REGIONAL DES IMPOTS DE SEGOU**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du relatif aux travaux de construction d'un logement pour le Directeur Régional des Impôts de Ségou, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°2014-3068 /MEF-MUH-SG DU 29 OCTOBRE 2014 PORTANT AGREMENT DE MONSIEUR MAHAMADOU WAGUE HABILITE A EXECUTER DES OPERATIONS DE CHANGE MANUEL.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Mahamadou WAGUE est agréé aux fins d'exécuter des opérations de change manuel sous le numéro **141**.

**ARTICLE 2** : Monsieur Mahamadou WAGUE est tenu, dans l'exercice de cette activité, de se conformer aux dispositions du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 et de l'Instruction n°06/07/2011/RFE de la BCEAO susvisés.

**ARTICLE 3** : l'exploitation de cet agrément par Monsieur Mahamadou WAGUE est subordonnée à l'aménagement de locaux fonctionnels.

**ARTICLE 4** : Tout manquement aux obligations d'agréé de change manuel expose Monsieur Mahamadou WAGUE au retrait de son agrément, sans préjudice des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5** : Le Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique, le Directeur Général des Douanes, le Directeur National du Commerce et de la Concurrence et le Directeur National de la BCEAO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 29 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014-3098 /MEF-MUH-SG DU 30 OCTOBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'AVANCES AUPRES DU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**LE MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Tiècoura TOURE, N°Mle **0133-777-V**, Contrôleur du Trésor de 3<sup>ème</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé régisseur d'avances auprès du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2** : Le régisseur d'avances est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et il est, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à cent mille (100.000) francs CFA.

**ARTICLE 3** : A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse du régisseur, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour suprême.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 30 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat,  
Mahamadou DIARRA**

-----

**ARTICLE N°2014-3120/MEF-SG DU 4 NOVEMBRE 2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DU MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE D'ACCUEIL ET DE PLACEMENT FAMILIAL A BAMAKO (POUPONNIERE).**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de construction du Centre d'Accueil et de Placement Familial à Bamako (Pouponnière), il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014, 2015 et 2016, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARTICLE N°2014-3122/MEF-SG DU 4 NOVEMBRE 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°08-2974/MF-SG DU 23 OCTOBRE 2008 FIXANT LE REGIME FISCAL ET DOUANIER APPLICABLE AUX MARCHES ET CONTRATS DU PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS DE PROTECTION DES VEGETAUX ET DES DENREES DANS LA REGION DU LIPTAKO GOURMA.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les dispositions des articles 11 et 14 de l'arrêté n°08-2974/MEF-SG du 23 octobre 2008 octobre 2008 susvisé sont modifiée ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 11 (nouveau)** : Les entreprises adjudicataires des marchés et contrats et leurs sous-traitants sont soumis au prélèvement du Précompte au titre de l'impôt assis sur les bénéfiques industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés institué par la Loi n°2012-63 du 26 décembre 2012 portant Loi de Finances pour l'exercice 2013.

**ARTICLE 14 (nouveau)** : Les dispositions du présent arrêté sont valables jusqu'au 31 décembre 2014, date d'achèvement du projet.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-3123/MEF-SG DU 6 NOVEMBRE 2014 PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE SPECIAL D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA VILLE.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il est institué une régie spéciale d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville.

**ARTICLE 2** : La régie spéciale d'avances a pour objet la prise en charge de l'organisation du concours direct de recrutement d'Enseignants dans la Fonction Publique des Collectivités Territoriales.

La régie prend fin au terme des activités liées, à la prise en charge de l'organisation du concours direct de recrutement d'Enseignants dans la Fonction Publique des Collectivités Territoriales du Ministère de la Décentralisation et de la Ville et au plus tard le 31 décembre 2014, fin de l'exercice budgétaire.

**ARTICLE 3** : l'Ordonnateur des dépenses exécutées sur cette régie spéciale d'avances est le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville et qui doit obligatoirement viser toutes les pièces justificatives des dépenses proposées au paiement du régisseur spécial d'avances.

**ARTICLE 4** : Le cumul des avances faites au régisseur ne peut excéder la somme de **soixante douze millions quinze mille sept cent vingt (72 015 720) de francs CFA.**

Les fonds de la régie doivent être domiciliés dans un compte de dépôt ouvert dans les écritures de la Paierie Générale du Trésor (PGT) intitulé « Régie spéciale d'avances pour la prise en charge de l'organisation du concours direct de recrutement d'Enseignants dans la Fonction Publique des Collectivités Territoriales ».

Ce compte doit être obligatoirement fermé au terme des opérations de la régie et au plus tard le 31 décembre 2014, date calendaire.

**ARTICLE 5** : Le montant maximum des disponibilités que le régisseur est autorisé à détenir en espèces est fixé à un million (1 000 000) francs CFA.

L'avance faite est mise à la disposition du régisseur au moyen d'un mandat de paiement émis par le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville.

**ARTICLE 6** : La Paierie Générale du Trésor est le poste comptable public auquel est rattachée la régie spéciale d'avances.

**ARTICLE 7 :** Le régisseur spécial d'avances est tenu de produire au Payeur Général du Trésor les pièces justificatives des paiements qu'il a effectués dans un délai de trois (3) mois et obligatoirement le 31 décembre 2014, fin de l'exercice budgétaire.

Il ne peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification de la précédente.

**ARTICLE 8 :** Les dépenses exécutées par le régisseur et dont les montants n'excèdent pas mille (1 000) francs CFA doivent être justifiées par un état récapitulatif visé par le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville.

**ARTICLE 9 :** Le Régisseur est soumis aux contrôles du Contrôleur Général des Services Publics, de l'Inspection des Finances, de la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, du Payeur Général du Trésor, de l'Agent Comptable Central du Trésor et du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville.

**ARTICLE 10 :** Le Régisseur est soumis aux obligations et aux responsabilités des comptables publics.

Il est astreint au paiement du cautionnement conformément à la législation en vigueur.

En outre, le Trésor dispose sur ses biens meubles, d'un privilège spécial et sur leurs biens immeubles, d'une hypothèque légale ainsi que sur ceux des conjoints pour les biens de la communauté.

Le Régisseur perçoit une indemnité au taux fixé par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Le Régisseur doit tenir une comptabilité faisant ressortir à tout moment la situation des avances reçues, des dépenses effectuées et des fonds disponibles.

Les opérations de la régie sont arrêtées en cas de changement de régisseur, de fin d'activités de la régie et au plus tard le 31 décembre 2014, fin de l'exercice budgétaire.

A l'arrêt des opérations de la régie, l'avance doit être entièrement justifiée, les pièces justificatives y compris le reçu du reversement accepté par le comptable de rattachement.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 06 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014-3126/MEF-MEN -SG DU 6 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR SPECIAL D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRESENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** A titre de régularisation pour l'exercice budgétaire 2013, Monsieur **Mahamadou COULIBALY**, N°Mle 0121-303-V, Contrôleur des Finances de 3<sup>ème</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Education Nationale pour la prise en charge de l'allocation au titre de frais de transport des agents des services déconcentrés de l'Education devant rejoindre leurs postes dans les régions de Tombouctou et Gao, au titre de l'exercice budgétaire 2013.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le régisseur spécial d'avances est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200.000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse du régisseur, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour suprême.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014 -3164/MEF-MENIC-SG DU 7 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'AVANCES A L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT (ANCD).**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, LE MINISTRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION.**

**ARRETEMENT:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Abdoulaye SISSOKO**, N°Mle **0116-382-C**, Contrôleur des Finances de 3<sup>ème</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé régisseur d'avances à l'Agence Nationale de Communication pour le Développement (ANCD).

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le régisseur d'avances est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la casse du régisseur, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour Suprême.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 7 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de l'Economie Numérique, de l'Information et de la Communication,**  
**Mahamadou CAMARA**

**ARRETE N°2014-3232/MEF-SG DU 11 NOVEMBRE 2014 PORTANT DEROGATION AU PRINCIPE DE L'ANNUALITE BUDGETAIRE DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DU MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE PAVAGE DES VOIES D'ACCES DU PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de pavage des voies d'accès du Palais de la Culture amadou Hampaté BA, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 11 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-3233/MEF-SG DU 12 NOVEMBRE 2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DU MARCHE RELATIF A LA REVISION DU SCHEMA DIRECTEUR DE LA VILLE DE MOPTI ET ENVIRONS.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Dans le cadre de l'exécution du marché relatif à la révision du Schéma Directeur de la Ville de Mopti et environs, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 12 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-3234/MEF-SG DU 12 NOVEMBRE 2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DU MARCHE RELATIF A L'ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'URBANISME DE LA VILLE DE BANCOUMANA ET ENVIRONS.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Dans le cadre de l'exécution du marché relatif à l'élaboration du schéma directeur d'urbanisme de la ville de Bancoumana et environs, il est autorisé le paiement par annuité au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 12 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°2014-3236/MEF-SG DU 12 NOVEMBRE 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°08-3039/MF-SG DU 28 OCTOBRE 2008 FIXANT LE REGIME FISCAL ET DOUANIER APPLICABLE AU PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DANS LES REGIONS DE GAO, KOULIKORO ET SEGOU.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les dispositions de l'Arrêté n°08-3039/MF-SG du 28 octobre 2008 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 11 (Nouveau)** : Les entreprises adjudicataires des marchés et contrats et leurs sous-traitants sont soumis au prélèvement du Précompte au titre de l'impôt assis sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés institué par la Loi n°2012-63 du 26 décembre 2012 portant Loi de Finances pour l'exercice 2013.

**ARTICLE 14 (Nouveau)** : Les dispositions du présent arrêté sont valables jusqu'au 31 décembre 2015, date d'achèvement du projet.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 12 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014-3250/MEF-METD-SG DU 13 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR SPECIAL D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Drissa DIALLO**, N°Mle 719.37-C, Contrôleur du Trésor de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, en service à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique est nommé Régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement.

Il bénéficie, à titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2** : Le régisseur spécial d'avances est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3** : A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse du régisseur, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour Suprême.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 12 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement,  
Mamadou Hachim KOUMARE**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014-3251/MEF-MDV-SG DU 13 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR SPECIAL D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA VILLE.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,  
LE MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DE  
LA VILLE,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Seydou SIDIBE**, N°Mle **0121-134-C**, Administrateur Civil, est nommé régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Décentralisation et de la Ville.

Il bénéficie, à titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le régisseur d'avances est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse du régisseur, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour Suprême.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 13 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de la Décentralisation et de la Ville,  
Ousmane SY**

-----

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014 -3299/MEF-MDR-SG DU 17 OCTOBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN AGENT COMPTABLE AUPRES DU LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,  
LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,**

**ARRETEMENT:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Diamourou DIARRA**, N°Mle 0107-531-V, Inspecteur du Trésor, est nommé Agent Comptable au Laboratoire Vétérinaire de Gao. Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2:** L'Agent Comptable est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse de l'Agent Comptable, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour suprême.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 17 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre du Développement Rural,  
Dr Bokary TRETA**

-----

**ARRETE N°2014-3300/MEF-SG DU 17 NOVEMBRE 2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DU MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES DE SEGOU**

**LE MINISTRE DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de construction du Centre Régional des Œuvres Universitaires de Ségou, il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au journal officiel.

**Bamako, le 17 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-3315/MEF-SG DU 17 NOVEMBRE 2014 PORTANT APPROBATION DU BUDGET POUR L'EXERCICE 2014 DE L'AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER (ABFN)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé, en recettes et en dépenses, le budget de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger pour l'exercice 2014 arrêté à la somme de **Deux Milliards Deux Cent Quatre Vingt Dix Huit Millions Six Cent Cinquante Sept Mille (2 298 657 000) FCFA** suivant le développement ci-après :

**RECETTES**

- Subvention de l'Etat.....2 298 657 000 FCFA

**Total des recettes.....2 298 657 000 FCFA**

**DEPENSES**

- Personnel.....60 976 000 FCFA

- Fonctionnement.....137 681 000 FCFA

- Investissement.....2 100 000 000 FCFA

**Total des dépenses.....2 298 657 000 FCFA**

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé sur les recettes inscrites au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 17 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mme BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 2014-3335/MEF-MSHP-SG DU 19 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR SPECIAL D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**  
**LE MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Madame **DIABATE Maïmouna KANTE** N°Mle : 0109-748-N, Inspecteur du Trésor de 3<sup>ème</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Régisseur spécial d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Elle bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le Régisseur est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse du régisseur, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour suprême.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 19 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique,**  
**Ousmane KONE**

-----

**ARRETE N°2014-3336/MEF-SG DU 20 NOVEMBRE 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°2011-3543/MEF-SG DU 2 SEPTEMBRE 2011 FIXANT LE REGIME FISCAL ET DOUANIER APPLICABLE AUX MARCHES ET CONTRATS RELATIFS AU PROJET D'APPUI A LA RESTAURATION DU SYSTEME FAGUIBINE (PARF)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les dispositions des articles 11 et 14 de l'Arrêté n°2011-3543/MEF-SG du 2 septembre 2011 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 11 (nouveau) :** Les entreprises adjudicataires des marchés et contrats et leurs sous-traitants sont soumis au prélèvement du Précompte au titre de l'impôt assis sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés institué par la loi n°2012-63 du 26 décembre 2012 portant Loi de Finances pour l'exercice 2013.

**ARTICLE 14 (nouveau) :** Les dispositions du présent arrêté sont valables jusqu'au 31 décembre 2014, date d'achèvement du projet.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 20 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRÊTE INTERMINISTERIEL N°2014-3350/MEF-MSHP-SG DU 21 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN COMPTABLE MATIERES A L'HOPITAL DE KATI**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**LE MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE,**

**ARRETERENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Hatagoma KEITA, N° Mle 0119-950-G, Inspecteur des Finances 3<sup>ème</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé comptable matières auprès de l'Hôpital de Kati.

Il bénéficie à ce titre des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** le comptable matières est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics, de ce fait astreint à la constitution d'une caution dont le montant est fixé à deux cent mille francs (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, le comptable matières doit se soumettre au contrôle l'inspection des domaines, de la direction des biens de l'état, de la division contrôle de la direction nationale du trésor et de la comptabilité publique, de l'inspection des Finances et du Contrôle Général des Services Publics qui doivent tous s'assurer de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans le délais requis à la Section des Comptes de la Cour suprême.

**ARTICLE 4 :** le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 21 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-3391/MEF-SG DU 24 NOVEMBRE 2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DES MARCHES RELATIFS AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU STADE MODIBO KEITA**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Dans le cadre de l'exécution des marchés relatifs aux travaux de réhabilitation du Stade Modibo KEITA, il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014, 2015 et 2016 conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au journal officiel.

**Bamako, le 24 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Moustapha BENBARKA**

-----

**ARRETE N2014-3426/MEF-SG DU 28 NOVEMBRE 2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BUREAUX R+1 AU SIEGE DE L'OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de construction des bureaux R+1 au Siège de l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Mme BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N° 2014-3427/MEF-SG DU 28 NOVEMBRE 2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DU MARCHE RELATIF A L'ACQUISITION ET LA POSE DE DEUX (02) ASCENSEURS AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Dans le cadre de l'exécution du Marché relatif à l'acquisition et la pose de deux (02) ascenseurs au Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale, il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015 conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au journal officiel.

**Bamako, le 28 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Mme BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N° 2014-3428/MEF-SG PORTANT NOMINATION D'UN COORDINATEUR DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Oumarou CAMARA, Agroéconomiste, est nommé Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet de Reconstruction et de Relance Economique.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus dans l'Accord de Financement du Projet.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Mme BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N° 2014-3429/ MEF-SG PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE D'ORIENTATION ET DE PILOTAGE DU PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Sont nommés membres du Comité d'Orientation et de Pilotage du Projet de Reconstruction et de Relance Economique les personnes dont les noms suivent :

**Président :** Madame SIDIBE Zamilatou CISSE, Secrétaire Général, Représentant du ministre chargé des Finances ;

**Vice-président :** Boubacar SOW, Secrétaire Général, Représentant du ministre chargé des Collectivités Locales ;

**Membres :**

- Abdoulaye DIABATE, Conseiller Technique, Représentant du ministre chargé de la Reconstruction du Nord ;

- Amadou SAMAKE, Conseiller Technique, Représentant du ministre chargé du Développement Rural ;

- Moussa DIAWARA, Conseiller Technique, Représentant du ministre chargé de la Santé ;

- Baba Diabé DOUMBIA, Conseiller Technique, Représentant du ministre chargé de l'Education ;

- Madame LY Fatoumata KANE, Conseiller Technique, Représentant du ministre chargé de l'Environnement ;

- Moussa CISSE, Conseiller Technique, Représentant du ministre chargé de l'Energie ;

- Amadou MALLE, Directeur National des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux, Représentant du ministère chargé de l'Equipeement et des Transports ;

- Birama KONE, Directeur des Finances et du Matériel, Représentant du ministre chargé de l'Artisanat et du Tourisme ;

- Mahamadou Zibo MAIGA, Directeur National de la Planification du Développement ;

- Bangaly Nko TRAORE, Directeur Général de la Dette Publique ;

- Robert DIARRA, Directeur Général du Budget ;

- Boureima Allaye TOURE, Président du Conseil National de la Société Civile, Représentant de la Société Civile.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré et publié partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Mme BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°-3447/MEF-SG DU 28 NOVEMBRE 2014  
AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES DU  
MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE  
CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE R+5 POUR LE  
SIEGE DE LA DIRECTION NATIONALE DE  
L'URBANISME ET DE L'HABITAT ET DE LA  
DIRECTION REGIONALE DU DISTRICT A  
DARSALAM A BAMAKO**

**LE MINISTRE DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de construction d'un Immeuble R+5 pour le siège de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat et de la Direction Régionale du District à Darsalam à Bamako, il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014, 2015, 2016 et 2017, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au journal officiel.

**Bamako, le 28 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°2014-3448/MEF-SG DU 28 NOVEMBRE  
2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES  
DES MARCHES PASSES DANS LE CADRE DES  
TRAVAUX DE REHABILITATION DES  
INFRASTRUCTURES DE L'ECOLE NATIONALE  
D'INGENIEURS - ABDERHAMANE BABA TOURE  
(ENI-ABT)**

**LE MINISTRE DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Dans le cadre de l'exécution des marchés passés dans le cadre des travaux de réhabilitation des infrastructures de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs - Abderhamane Baba TOURE (ENI-ABT), il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014 et 2015, conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n° 08 - 485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au journal officiel.

**Bamako, le 28 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°2014-3449/MEF-SG DU 28 NOVEMBRE  
2014 AUTORISANT LE PAIEMENT PAR ANNUITES  
DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE  
CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DIRECTION  
NATIONALE DE LA PROMOTION DE LA FEMME**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Dans le cadre de l'exécution du marché relatif aux travaux de construction du siège de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme, il est autorisé le paiement par annuités au titre des exercices budgétaires 2014, 2015 et 2016 conformément aux dispositions de l'article 99.5 du Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré et publié au journal officiel.

**Bamako, le 28 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 2014-3469/MEF-  
MJCC-SG DU 03 DECEMBRE 2014 PORTANT  
NOMINATION DU CHEF DE DIVISION  
COMPTABILITE-MATIERES A LA DIRECTION  
DES FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE  
DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION  
CITOYENNE**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE LA  
CONSTRUCTION CITOYENNE,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Moussa CONDE**, N°MLE **0120.045-P**, Inspecteur des Services Economiques, 3<sup>ème</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Chef de la Division Comptabilité-matières de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le Comptable-Matières est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et à cet effet, astreint à la constitution d'une caution dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) F CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire le Comptable-Matière doit se soumettre au Contrôle de l'Inspection des Domaines, de la Direction des biens de l'Etat, de la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, de l'inspection des Finances, du Contrôle Général des Services Publics qui doivent s'assurer de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du Compte de gestion dans le délai requis à la Section des Comptes de la Cour Suprême.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 03 décembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de la Jeunesse et de la Construction  
Citoyenne,  
Me Mamadou Gaoussou DIARRA**

-----  
**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014-3915/MEF-  
MC-SG DU 31 DECEMBRE 2014 PORTANT  
NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES  
A LA DIRECTION NATIONALE DU COMMERCE  
ET DE LA CONCURRENCE**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES,  
LE MINISTRE DU COMMERCE,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Abdoulaye MAIGA**, N°Mle 0120-042-L, Contrôleur des Services Economiques de 3<sup>ème</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé régisseur de recettes à la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le régisseur de recettes est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200.000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'Arrêté n°03-0640/MIC-MEF-SG du 10 avril 2003 portant nomination de Madame **SOUFOUNTERA DIALLO Nana** en qualité de régisseur de recettes à la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 31 décembre 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre du Commerce,  
Abdel Karim KONATE**

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

**ARRETE N° 2014-2404/MEN-SG DU 03 SEPTEMBRE  
2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE  
D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE  
L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE  
« NIMA DOUCOURE ».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée «**NIMA DOUCOURE**» sise à Kobalacoro dans la commune rurale de Baguinéda (Cercle de Kati) et appartenant à Monsieur **Abdoulaye SACKO**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Baguinéda (Académie d'Enseignement de Kati).

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 03 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-2405/MEN-SG DU 03 SEPTEMBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « ECOLE PRIVEE NAFATOUMA KANTE».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisé l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée «**Ecole Privée Nafatouma KANTE**» située à Yirimadio en Commune VI du District de Bamako, et appartenant à Monsieur **Boubacar KANTE**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Faladié, Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 03 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-2406/MEN-SG DU 03 SEPTEMBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « ADAMA MONZON COULIBALY».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisé l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée «**Adama Monzon COULIBALY**» située à Sénou en Commune VI du District de Bamako, et appartenant à Monsieur **Daouda COULIBALY**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Sénou, Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 03 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-2407/MEN-SG DU 03 SEPTEMBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE «ECOLE FONDAMENTALE FATOU NIANG».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisé l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée «**Ecole Fondamentale Fatou NIANG**» à Dougabougou dans la commune rurale de Pèlengana, et appartenant à Madame **KANE Sira KONE**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Ségou, Académie d'Enseignement de Ségou.

**ARTICLE 2 :** La promotrice dudit établissement, est tenue de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 03 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-2408/MEN-SG DU 03 SEPTEMBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE «BANAN KOKOUN».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est autorisé l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée «**Banan Kokoun**» à Kalaban Coura Sud Extension en commune V du District de Bamako, et appartenant à Monsieur **Drissa NIAMBELE**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Kalaban Coura, Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

**ARTICLE 2** : La promotrice dudit établissement, est tenue de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 03 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Madame TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----  
**ARRETE N°2014-2603/MEN-SG DU 23 SEPTEMBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DENOMME « LYCEE PRIVE PYRAMIDE DE KATI »**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Idrissa SAMAKE**, domicilié à Baco-djicoroni ACI, est autorisé à ouvrir un établissement privé d'Enseignement Secondaire Général dénommé « **Lycée Privé Pyramide de Kati** » en abrégé **L.PY.KA**.

**ARTICLE 2** : Le promoteur est tenu se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 23 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----  
**ARRETE N° 2014-2604/MEN-SG DU 23 SEPTEMBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DENOMME « LYCEE TOUBACORO ALHASSANE DOUCOURE DE L'HIPPODROME »**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Alhassane DOUCOURE**, est autorisé à ouvrir un établissement privé d'Enseignement Secondaire Général dénommé « **Lycée Toubacoro Alhassane DOUCOURE de l'Hippodrome** » en abrégé **L.PTAD**.

**ARTICLE 2** : Le promoteur est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 23 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----  
**ARRETE N°2014-2990/MEN-SG DU 24 OCTOBRE 2014 PORTANT RECTIFICATIF A L'ARRÊTE N°2014-1261/MEN-SG DU 4 AVRIL 2014 PORTANT NOMINATION DE DIRECTEURS DES CENTRES D'ANIMATION PEDAGOGIQUE**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'Arrêté N°2014-1261/MEN-SG du 4 avril 2014 est rectifié ainsi qu'il suit, en ce qu'il concerne Monsieur Moustapha CISSE, N°Mle 966.06-S.

**Au lieu de :**

Centre d'Animation Pédagogique de Bankass :

Monsieur Moustapha CISSE, N°MLe 966.06-S, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 5<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**Lire :**

Centre d'Animation Pédagogique de Bankass :

Monsieur Moustapha CISSE, N°MLe 966.06-S, Professeur **Principal** de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> Classe, 5<sup>ème</sup> Echelon, marié, 03 enfants.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 24 septembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**ARRETE N° 2014-3032/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « HADJA BASSITAN KONE » A NIAMANA.**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée « **Hadja Bassitan KONE** » sise à Niamana, dans la commune rurale de Kalaban-coro (Cercle de Kati) et appartenant à **Monsieur Souleymane TRAORE**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Kalaban-coro (Académie d'Enseignement de Kati).

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N°2014-3033/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DENOMME «LYCEE SABABU DE KALABANCOURA ACI».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **El Hadj Dramane GASSAMBA**, est autorisée à ouvrir un établissement privé d'Enseignement Secondaire Général dénommé «Lycée SABABU de Kalabancoura ACI» en abrégé (L.S.)

**ARTICLE 2 :** Le promoteur est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**ARRETE N°2014-3034/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DENOMME «LYCEE PRIVE FRANCO-ARABE SEIDA AWA SACKO DE SEGOU».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Boubacar Saada TOURE domicilié à Ségou**, est autorisée à ouvrir un établissement privé d'Enseignement Secondaire Général dénommé «Lycée Privé Franco-arabe Seïda Awa SACKO de Ségou» en abrégé (L.PFA.SACKO)

**ARTICLE 2 :** Le promoteur est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-3036/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE SECOND CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE «ECOLE PRIVEE TIEMOKO DONKI DIARRA SECOND CYCLE» A BACO-DJICORONI ACI.**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école privée de second cycle de l'enseignement fondamental dénommée «Ecole Privée Tiémoko Donki DIARRA Second Cycle», sise à **Baco-Djicoroni ACI**, en commune V du District de Bamako, pour le compte du Groupement d'Intérêt Economique « **G.I.E. Groupe Scolaire Tiémoko Donki DIARRA** ».

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Baco-Djicoroni, Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

**ARTICLE 2 :** Le mandataire du **G.I.E. Groupe Scolaire Tiémoko Donki DIARRA** est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-3037/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL DENOMME « LYCEE PRIVE CHEICKNA HANDA HAME».**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Sadio CAMARA, domicilié à Kati**, est autorisée à ouvrir un établissement privé d'Enseignement Secondaire Général dénommé « Lycée Privé Cheickna Handa HAME » en abrégé (L.P.C.H).

**ARTICLE 2 :** le promoteur est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-3038/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « LES LAUREATS 1<sup>ER</sup> CYCLE »**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée « Les Lauréats 1<sup>er</sup> Cycle » située à la cité UNICEF en Commune VI du District de Bamako, et appartenant à Madame **Mariam MAÏGA**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Faladié, Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

**ARTICLE 2 :** La promotrice dudit établissement, est tenue de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-3039/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « ECOLE FONDAMENTALE LES PRINCES »**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école privée de premier cycle de l'enseignement fondamental, dénommée « ECOLE FONDAMENTALE LES PRINCES » située à Sarambougou, dans la Commune Rurale de Sangarébougou, et appartenant à Monsieur **Mamadou DIARRA**.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Sangarébougou, Académie d'Enseignement de Kati.

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-3040/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE SECOND CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « ECOLE PRIVEE – DJIM-HERA-SO »**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école fondamentale privée de second cycle, dénommée «Ecole Privée-Djim-Héra-So», située à Yirimadio en Commune VI du District de Bamako, et appartenant à Djimé DIALLO.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Faladié, Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N° 2014-3041/MEN-SG DU 28 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE SECOND CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « HADJA BASSITAN KONE » A NIAMANA.**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école fondamentale privée de second cycle, dénommée « Hadja Bassitan KONE » sise à Niamana, dans la commune rurale de Kalaban-coro (Cercle de Kati) et appartenant à Monsieur Souleymane TRAORE.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Kalaban-coro (Académie d'Enseignement de Kati).

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**ARRETE N° 2014-3096/MEN-SG DU 30 OCTOBRE 2014 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE D'UNE ECOLE PRIVEE DE PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL DENOMMEE « YORO KANTE »**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est autorisée l'ouverture de l'école fondamentale privée de premier cycle, dénommée «Yoro KANTE », sise à Kalaban Coura en Commune V du District de Bamako, et appartenant à Monsieur Idrissa KANTE.

Cet établissement relève du Centre d'Animation Pédagogique de Kalaban Coura, Académie d'Enseignement de Bamako Rive Droite.

**ARTICLE 2 :** Le promoteur dudit établissement, est tenu de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 30 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRÊTE N°2014-3099/MEN-SG DU 31 OCTOBRE 2014 PORTANT NOMINATION DE CHEFS DE DIVISION A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR DE L'EDUCATION.**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRÊTE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les agents en service à la Direction des Ressources Humaines du Secteur de l'Education, dont les noms suivent, sont nommés ainsi qu'il suit :

**CHEF DE LA DIVISION GESTION DES CARRIERES :**

- **Broulaye TRAORE**, N°MLe 0121.138-G, Administrateur Civil de 3<sup>ème</sup> classe 5<sup>ème</sup> échelon.

**CHEF DE LA DIVISION REMUNERATION ET SYSTEME D'INFORMATION :**

- **Naman DOUMBIA**, N°MLe 463.79-P, Inspecteur des Services Economiques de 2<sup>ème</sup> classe 2<sup>ème</sup> échelon.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui abroge les dispositions de l'Arrêté n°10-2397/MEALN-SG du 4 août 2010 en ce qu'elles concernent, respectivement Monsieur **Karaba DEMBELE**, N°MLe **0110.677-V** et **Diakaridia COULIBALY**, N°MLe **0110.679-X**, tous Administrateurs Civils en qualité de **Chef de la Division Gestion des Carrières** et **Chef de la Division Rémunération et Système d'Information**, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 31 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,**  
**Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N°2014-3100/MEN-SG DU 31 OCTOBRE 2014 PORTANT NOMINATION DE CENSEURS DE LYCEES.**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les agents dont les suivent sont nommés en qualité de Censeurs dans les établissements ci-après :

**I. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE NIORO :**

**Lycée Fodié MAGUIRAGA de NIORO :**

- **Monsieur Bakary Kaba DIAKITE**, N°MLe **KA 119.22-A**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 3<sup>ème</sup> Classe, 4<sup>ème</sup> Echelon, marié, trois (3) enfants.

**II. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE KOULIKORO :**

**Lycée Faïçal Ibn ABDOUL AZIZ de Banamba :**

- **Monsieur Moussa Oumarou MAIGA**, N°MLe **728.01-L**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, treize (13) enfants.

**Lycée Famolo COULIBALY de Kolokani :**

- **Monsieur Younoussa TRAORE**, N°MLe **751.26-P**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 1<sup>ère</sup> Classe, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, trois (3) enfants.

**III. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE SIKASSO :**

**Lycée Public de Fourou :**

- **Monsieur Doohoum COULIBALY**, N°MLe **SK 142.87-Z**, Professeur de l'Enseignement Secondaire de 1<sup>ère</sup> Classe, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, un (1) enfant.

**IV. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE BOUGOUNI :**

**Lycée de Yanfolila :**

- **Monsieur Missa SIDIBE**, N°MLe **728.07-T**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, cinq (5) enfants.

**V. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE SEGOU :**

**Lycée Bambougou N'DJI de Markala :**

- **Monsieur Daouda Noumoutié COULIBALY**, N°MLe **785.49-R**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 2<sup>ème</sup> Echelon, marié, six (6) enfants.

**Lycée Public de Niono :**

- **Monsieur Ansèhé ARAMA**, N°MLe **0102.059-B**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 2<sup>ème</sup> Classe, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, deux (2) enfants.

**VI. ACADEMIE D'ENSEIGNEMENT DE MOPTI :**

**Lycée Hammadoun DICKO de Sévaré :**

- **Monsieur Massatouma TRAORE**, N°MLe **728.13-A**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de Classe Exceptionnelle, 1<sup>er</sup> Echelon, marié, cinq (5) enfants.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Les frais de voyage des intéressés ainsi que des membres de leur famille légalement à charge sont imputables au Budget National.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

**Bamako, le 31 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,**  
**Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**ARRETE N°2014-3101/MEN-SG PORTANT NOMINATION DE CHEFS DE BUREAUX AU CENTRE NATIONAL DES CANTINES SCOLAIRES.**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les agents, dont les noms suivent, sont nommés au Centre National des Cantines Scolaires, en qualité de :

**CHEFDUBUREAUD'ACCUEILETD'ORIENTATION :**

Monsieur **Alpha Baba TOURE**, N°Mle **464.65-Z**, Maître Principal de l'Enseignement Fondamental de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon.

**CHEF DU BUREAU DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION :**

Monsieur **Habib KOUYATE**, N°Mle **0110.557-H**, Technicien des Arts et de la Culture de 3<sup>ème</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 31 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**ARRETE N°2014-3102/MEN-SG DU 31 OCTOBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'UN DIRECTEUR DES ETUDES A L'INSTITUT DE FORMATION DES MAÎTRES DE KATI**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Laye KEITA**, N°MLe **942.02-M**, Professeur Titulaire de l'Enseignement Fondamental de 3<sup>ème</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, marié, 5 enfants, est nommé **Directeur des Etudes à l'Institut de Formation des Maîtres de Kati**.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures, notamment celles de l'Arrêté n°2013-1189/MEAPLN-SG du 29 mars 2013 portant nomination de Directeurs des Etudes des **Instituts de Formation de Maîtres** en ce qui concerne Monsieur **Elkhalifa Ag JIDDOU**, N°Mle **724.95-T**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire en qualité de **Directeur des Etudes à l'Institut de Formation de Maîtres de Kati**, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 31 octobre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**ARRETE N°2014-3133/MEN-SG DU 06 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'INSPECTEURS A L'INSPECTION PEDAGOGIQUE REGIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE BAMAKO**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les agents dont les noms suivent, sont nommés Inspecteurs à l'Inspection Pédagogique Régionale de l'Enseignement Secondaire de Bamako :

N°	Prénoms	Nom	N°Mle	Spécialités	Corps/ Emploi
1	Ampily	KASSOGUE	727.01-L	Lettres	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
2	Boubacar Sidi	MAIGA	730.43-J	Lettres	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
3	Baye	TRAORE	729.18-F	Sciences Physiques	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
4	Vinima Issac	TRAORE	347.80-R	Sciences Physiques	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
5	Chadou Hassimi	TOURE	992.54-X	Mathématiques	Assistant

6	Diola	KEITA	783.68-M	Mathématiques	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
7	Boureïma	BAMIA	751.11-Y	Mathématiques	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
8	Ousmane Koké	MARIKO	978.38-D	Education Civique et Morale	Professeur Titulaire de l'Enseignement Secondaire
9	Jean Calvin	THERA	375.37-S	Psychopédagogie	Professeur Titulaire de l'Enseignement Secondaire
10	Sékou Takimadi	KEITA	472.42-Y	Philosophie	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
11	Abdourahamane	DEMBELE	473.42-Y	Allemand	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
12	Safiatou	TRAORE	729.53-W	Anglais	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
13	Aïché	BAH	948.31-W	Anglais	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
14	Mamadou Mody	SACKO	995.49-R	Musique	Professeur Titulaire de l'Enseignement Secondaire
15	Rokia	KEITA	0104.377-K	Histoire-Géographie	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
16	Mohamed Toumani	SANGARE	728.15-C	Histoire-Géographie	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
17	Kassoum Pierre	DEMBELE	728.26-F	Sciences de la Vie et de la Terre	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
18	Mamadou Mamby	KEITA	728.47-N	Sciences de la Vie et de la Terre	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
19	Mohomodou Attahir	MAÏGA	963.85-G	Arabe	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
20	Makoro	TRAORE	985.96-V	Espagnol	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
21	Ambassy	MARIKO	956.80-B	Droit	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire
22	Aïché	CAMARA	295.47-N	Russe	Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

**Bamako, le 06 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N°2014-3134/MEN-SG DU 06 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION D'INSPECTEURS COORDINATEURS DANS LES INSPECTIONS PEDAGOGIQUES REGIONALES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE BAMAKO, SEGOU ET MOPTI.**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les agents dont les noms suivent, sont nommés **Inspecteurs Coordinateurs** dans les Inspections Pédagogiques Régionales de l'Enseignement Secondaire ainsi que suit :

**Inspection Pédagogique Régionale de l'Enseignement Secondaire de Bamako :**

- Monsieur Bakary Casimir COULIBALY, N°MLe 394.40-W, Maître Assistant.

**Inspection Pédagogique Régionale de l'Enseignement Secondaire de Ségou :**

- Monsieur Modibo TOURE, N°MLe 490.28-G, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire.

**Inspection Pédagogique Régionale de l'Enseignement  
Secondaire de Mopti :**

- Monsieur Malamine TOGORA, N°MLe 727.40-F,  
Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

**Bamako, le 06 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

-----

**ARRETE N°2014-3135/MEN-SG DU 06 NOVEMBRE  
2014 PORTANT NOMINATION D'UN PROVISEUR  
AU LYCEE HAMADOUN DICKO DE SEVARE**

**LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Issoufi Hafizou MAÏGA**, N°MLe **902.56-Z**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire de 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé **Proviseur au Lycée Hamadoun DICKO de Sévaré**.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'Arrêté n°2011-3983/MEALN-SG du 4 octobre 2011 portant nomination de Proviseurs de Lycées en ce qui concerne Monsieur **Idogo DOLO**, N°MLe **474.21-Z**, Professeur Principal de l'Enseignement Secondaire en sa qualité de **Proviseur du Lycée Hamadoun DICKO de Sévaré**, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 06 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Education Nationale,  
Mme TOGOLA Jacqueline Marie NANA**

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES  
TRANSPORTS**

**ARRETE N°2014-3242/METD-SG DU 13 NOVEMBRE  
2014 PORTANT NOMINATION DES DIRECTEURS  
REGIONAUX DES TRANSPORTS TERRESTRES ET  
FLUVIAUX.**

**LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS  
ET DU DESENCLAVEMENT,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les agents dont les noms suivent sont nommés en qualité de :

**1. DIRECTEUR REGIONAL DES TRANSPORTS  
TERRESTRES ET FLUVIAUX DE KAYES :**

\* Monsieur Oumar TOGORA, N°Mle 448.97-K, Ingénieur des Industries et Mines.

**2. DIRECTEUR REGIONAL DES TRANSPORTS  
TERRESTRES ET FLUVIAUX DE KOULIKORO.**

\* Monsieur Salif KONE N°Mle 0104.693-M, Ingénieur des Industries et Mines.

**3. DIRECTEUR REGIONAL DES TRANSPORTS  
TERRESTRES ET FLUVIAUX DE SEGOU.**

\* Monsieur Madani OUATTARA N°Mle 485.55-M, Ingénieur des Industries et Mines.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient à ce titre des avantages prévus par la réglementation en vigueur. Ils voyagent accompagnés des membres de leur famille légalement à charge.

**ARTICLE 3 :** Le présent qui abroge les dispositions des Arrêtés n°2817/MET-SG du 12 juillet 2013 et n°0323/MET-SG du 06 février 2013 en ce qui concerne respectivement Messieurs Madani OUATTARA, Dramane SOGOBA et Bakary SOGOBA sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Imputation : Budget National.**

**Bamako, le 04 avril 2014**

**Le Ministre,  
Mamadou Hachim KOUMARE**

**ARRETE N°2014-3243/METD-SG DU 13 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION DES CHEFS DES SERVICES STATISTIQUES DES ENTREPOTS MALIENS DANS LES PORTS DE TRANSIT.**

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT,

ARRETE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les agents dont les noms suivent sont nommés Chefs des Services Statistiques des Entrepôts Maliens dans les Ports de Transit :

**1. Entrepôts Maliens en Guinée (EMAGUI) :**

\* Monsieur Birama SIDIBE N°Mle 711.00-K, Inspecteur des Services Economiques.

**2. Entrepôts Maliens au Togo (EMATO) :**

\* Monsieur Diakadia DIALLO, N°Mle 0112.312-C, Ingénieur de l'Industrie et des Mines.

**3. Entrepôts Maliens en Mauritanie (EMAMAU) :**

\* Monsieur Bakary SOGOBA N°Mle 448.98-L, Ingénieur de l'Industrie et des Mines.

**ARTICLE 2** : Ils bénéficient à ce titre des avantages prévus par la réglementation en vigueur. Les intéressés voyagent accompagnés des membres de leur famille légalement à charge.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté qui abroge les dispositions des arrêtés n°2013-0883/MET-SG du 11 mars 2013, n°2011-3587/MET-SG du 02 septembre 2011 et n°2013-0043/MET-SG du 10 janvier 2013 en ce qui concerne respectivement Messieurs Cheick Mamadou SISSOKO, Mamadou THIERO et Mamy COULIBALY, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Imputation : Budget National.**

**Bamako, le 13 novembre 2014**

Le Ministre,  
**Mamadou Hachim KOUMARE**

**ARRETE N°2014-3244/METD-SG DU 13 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION DES DIRECTEURS DES ENTREPOTS MALIENS DANS LES PORTS DE TRANSIT.**

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT,

ARRETE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les agents dont les noms suivent sont nommés en qualité de :

**1. Directeur des Entrepôts Maliens en Guinée (EMAGUI) :**

\* Monsieur Oumar DIABATE N°Mle 425.53-K, Ingénieur des Constructions Civiles.

**2. Directeur des Entrepôts Maliens au Ghana (EMAGHA) :**

\* Madame KONATE Kadiatou CAMARA, N°Mle 975.32-X, Administrateur Civil.

**3. Directeur des Entrepôts Maliens en Togo (EMATO) :**

\* Monsieur Mamadou THIERO, N°Mle 763.34-Z, Ingénieur de Constructions Civiles.

**4. Directeur des Entrepôts Maliens en Mauritanie (EMAMAU) :**

\* Monsieur Mamy COULIBALY N°Mle 448.88-A, Ingénieur de l'Industrie et des Mines.

**ARTICLE 2** : Les intéressés bénéficient à ce titre des avantages prévus par la réglementation en vigueur. Ils voyagent accompagnés des membres de leur famille légalement à charge.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté qui abroge les dispositions des arrêtés n°10-3444/MET-SG du 19 octobre 2010, n°2013-0570/MET-SG du 22 février 2013 et n°2013-0041/MET-SG du 10 janvier 2013 en ce qui concerne respectivement Monsieur Bakary CISSE, Commandant, Joseph COULIBALY, Lieutenant Colonel Fousseyni KEITA et Monsieur Raymond TRAORE, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Imputation : Budget National.**

**Bamako, le 13 novembre 2014**

Le Ministre,  
**Mamadou Hachim KOUMARE**

**ARRETE N°2014-3245/METD-SG DU 13 NOVEMBRE 2014 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR NATIONAL ADJOINT DES TRANSPORTS TERRESTRES, MARITIMES ET FLUVIAUX.**

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT,

ARRETE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Seydou TRAORE, N°Mle 439-87-Z, Ingénieur des Constructions Civiles**, est nommé **Directeur National Adjoint des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux.**

**ARTICLE 2 :** Sous l'autorité du Directeur National, il exerce les attributions spécifiques suivantes :

- instruction des dossiers des permis de conduire, des cartes grises et des cartes de transports provenant de la Division Centrale compétente, des Directions Régionales et des Subdivisions des Transports ;
- élaboration du rapport d'activités de la Direction ;
- suivi de la gestion du personnel ;
- suivi de la gestion du parc roulant de la Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux.

**ARTICLE 2 :** Il bénéficie à ce titre des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté qui abroge les dispositions des Arrêtés n°3662/MET-SG du 26 décembre 2012 en ce qui concerne Monsieur Malick KASSE, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 13 novembre 2014**

**Le Ministre,**  
**Mamadou Hachim KOUMARE**

-----

**ARRETE N°2014-3354/METD-SG 21 NOVEMBRE 2014 PORTANT RENOUELEMENT DE L'AGREMENT D'EXPLOITATION DE SERVICES AERIENS NON REGULIERS DE TRANSPORT PUBLIC PAR « SAHEL AVIATION SERVICE S.A.R.L. ».**

**LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est accordé le renouvellement de l'agrément d'exploitation aérienne de services aériens non réguliers à la société SAHEL AVIATION SERVICE S.A.R.L pour effectuer le transport aérien non régulier de passagers, de fret et de courrier sur les lignes domestiques.

En outre, la compagnie SAHEL AVIATION SERVICE S.A.R.L peut, à la demande, effectuer des vols internationaux non réguliers.

**ARTICLE 2 :** Le présent agrément est valable pour une durée de cinq (05) ans renouvelable.

Le renouvellement de l'agrément doit faire l'objet d'une demande de la société adressée au Ministre chargé de l'Aviation Civile.

**ARTICLE 3 :** Pour exercer ses activités et sur demande, la société doit obtenir un Permis d'Exploitation Aérienne (PEA/AOC) délivré par le Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile.

Le Permis d'Exploitation Aérienne est valable pour une durée d'un (01) an renouvelable sur demande adressée au Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile.

**ARTICLE 4 :** La société doit communiquer à l'Agence Nationale de l'Aviation Civile les données statistiques trimestrielles de trafic.

**ARTICLE 5 :** L'exploitation technique et commerciale ainsi que les conditions de travail sont soumises au contrôle de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile.

**ARTICLE 6 :** La société doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires régissant le transport aérien, notamment en ce qui concerne les normes de sécurité et de sûreté aériennes.

**ARTICLE 7 :** La capacité des aéronefs exploités par la société ne doit pas être supérieure à vingt (20) sièges passagers ou 2.000 Kg de fret.

**ARTICLE 8 :** Au cas où la société SAHEL AVIATION SERVICE S.A.R.L contreviendrait aux dispositions de la réglementation en vigueur et du présent Arrêté ou si l'intérêt public l'exige, le Ministre chargé de l'Aviation Civile peut prononcer la suspension ou le retrait de l'agrément.

**ARTICLE 9 :** Le Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 21 novembre 2014**

**Le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement,**  
**Mamadou Hachim KOUMARE**

**ANNONCES ET COMMUNICATIONS**

**Suivant récépissé n°15-27/CB** en date du 04 juin 2015, il a été créé une association dénommée : « Association des Jeunes Ressortissants de la Commune Rurale de Diakon », en abrégé (AJRCD).

**But :** Contribuer au développement de la commune de Diakon en mettant au service de sa population laborieuse les connaissances et les expériences de ses membres ; d'affermir l'amitié, la fraternité et l'amour entre tous les membres et la population d'une part et les voisins et sympathisants d'autre part. , etc.

**Siège Social :** Bendougou (Commune Rurale de Diakon)

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président d'honneur :** Sékou SACKO

**Président actif :** Adama SACKO

**Président actif adjoint :** Boubacary SACKO

**Secrétaire général :** Toumany BERTHE

**Secrétaire général adjoint :** Nourou SACKO

**Secrétaire administratif :** Ansoumana SACKO

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire administratif :** Ibrahim DEMBELE

**Secrétaire à l'organisation :** Oumar SACKO

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire à l'organisation :** Kaourou BOUNE

**Secrétaire à l'information :** Ibrahima KONATE

**Secrétaire à l'information 1<sup>er</sup> adjoint :** Cheikina SACKO

**Secrétaire au développement :** Ibrahima SACKO

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire au développement :** Moussa BERTHE

**Secrétaire aux activités sportives :** Salahina DIAKITE

**1<sup>er</sup> adjoint au secrétaire aux activités sportives :** Mahamadou COULIBALY

**Secrétaire aux conflits :** Ousmane SACKO

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire aux conflits :** Demou BOUNE

**Secrétaire aux relations extérieures :** Hatouma SACKO

**1<sup>er</sup> adjoint au secrétaire aux relations extérieures :** Adam SACKO

**Secrétaire aux comptes :** Mahamadou BOUNE

**1<sup>er</sup> adjoint au Secrétaire aux comptes :** Bintou KONATE

**Trésorier général :** Abdoulaye SACKO

**1<sup>er</sup> adjoint au Trésorier général :** Kaourou SACKO

**Suivant récépissé n°0986/G-DB** en date du 03 décembre 2015, il a été créé une association dénommée : « Groupe Sanyaton Commune VI ».

**But :** D'unir tous les hommes, femmes, vieux, veilles et vieillards à se mobiliser comme un seul homme pour lutter contre l'insalubrité au sein de nos quartiers ; commune et établir un lien de solidarité et de fraternité entre fils et filles vivant dans un même quartier ou dans la commune, etc.

**Siège Social :** Faladiè Socoura Rue 702, porte 636.

**LISTE DU BUREAU EXECUTIF :**

**Président :** Ibrahim Dionkoloni COULIBALY

**1<sup>er</sup> Vice président :** Aba DEMBAGA

**2<sup>ème</sup> Vice président :** Bintou SAKILIBA

**Secrétaire général :** Youssouf COULIBALY

**Secrétaire général adjoint :** Cheick SOUMANO

**1<sup>er</sup> Secrétaire administratif :** Alassane DEMBELE

**2<sup>ème</sup> Secrétaire administratif :** Mamadou KANE

**3<sup>ème</sup> Secrétaire administratif :** Modibo KEITA

**1<sup>er</sup> Secrétaire à l'organisation :** Fousséiny KONE

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Gogo MARENA

**3<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Niessa COULIBALY

**4<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Bata TABOURE

**5<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Tiémoko SIDIBE

**6<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Malick KANE

**7<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation adjointe :** Mahamadou SANOGO

**Trésorier général :** Daba COULIBALY

**Trésorier général adjoint :** Oumar COULIBALY

**Commissaire aux comptes :** Ibrahim COULIBALY

**Commissaire aux comptes adjoint :** Harouna SANGARE

**Secrétaire aux relations extérieures :** Boubacar SOUMARE

**Secrétaire aux relations extérieures adjoint :** Jules NYANABA

**Secrétaire à l'information :** Vieux KABORE

**1<sup>er</sup> Secrétaire à l'information adjoint :** Issa KONATE

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'information adjoint :** Dioncounda DEMBAGA

**Commissaire aux conflits :** Saidou TOURE

**Commissaire aux conflits adjoint :** Cheick Alou DEMBELE

**Secrétaire aux relations féminines :** Djénéba COULIBALY

**1<sup>ère</sup> Secrétaire aux relations féminines adjointe :** Mariam DIAWARA

**2<sup>ème</sup> Secrétaire aux relations féminines adjointe :** Fatoumata DIAWARA

**3<sup>ème</sup> Secrétaire aux relations féminines adjointe :** Balakissa MEDOUNA

-----

**Suivant récépissé n°92/CBli** en date du 23 octobre 2015, il a été créé une association dénommée : « Association « Des jeunes » de Bamou

**But :** Promouvoir et protéger les droits des femmes, des enfants et ceux des jeunes ; promouvoir l'éducation, la santé, l'hygiène et l'assainissement ; développer l'entrepreneuriat des jeunes ; lutter contre la pauvreté par la promotion des activités génératrices de revenus ; promouvoir l'épargne et le crédit ; développer l'agriculture et l'élevage ; bénéficier de l'appui conseil des services techniques, de l'Etat ceux relevant des collectivités, des partenaires techniques et financiers et de tout autres organisme pour la réalisation de ses activités.

**Siège Social :** Bamou et son rayon d'action s'étend sur tout le village de Bamou

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président :** Madou TRAORE

**Vice président:** Bakary KEITA

**Secrétaire général :** Moussa KEITA

**Secrétaire général adjoint :** Balé KEITA

**Secrétaire administratif :** Karamoko COULIBALY

**Secrétaire administratif adjoint:** Bamadou KEITA

**Trésorier général :** Madou Yayi KEITA

**Trésorier général adjoint :** Bachaka TANGARA

**1<sup>er</sup> Secrétaire à l'organisation et à l'information :** Madou TRAORE N°2

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation Secrétaire à et l'information:** Ladjji TRAORE

**3<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation et à l'information :** Fatoumata COULIBALY

**4<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation et à l'information :** Hinda TOURE

**Secrétaire aux relations extérieures:** Amadou KEITA

**Secrétaire aux relations extérieures adjoint:** Abdoulaye KEITA

**Secrétaire à la promotion des femmes de l'enfant et à l'éducation :** Bourema TANGARA

**Secrétaire à la promotion des femmes de l'enfant et à l'éducation adjoint:** Soumaïla COULIBALY

**Commissaire aux comptes :** Boukary KEITA

**Commissaire aux comptes adjoint :** Yacouba KEITA

**Secrétaire aux sports :** Moussa DIARRA

**Secrétaire aux sports adjoint:** Madou Yayi COULIBALY

**Secrétaire à la santé :** Adama KEITA

**Secrétaire à la santé adjoint :** Alima SIDIBE

**Commissaire aux conflits :** Drissa KEITA

-----

**Suivant récépissé n°0856/G-DB** en date du 20 octobre 2015, il a été créé une association dénommée : « Association des Jeunes Juristes de la Promotion 2011-2015» en abrégé (A.J.J.P. "2011-2015").

**But :** D'établir un lien familial entre tous ses membres ; contribuer à l'éducation civique, morale de ses membres, etc.

**Siège Social :** Kalaban-Coura Rue 442, Porte 399

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président :** Zana I BAMBIA

**Vice président :** Moussa DOUMBIA

**Secrétaire général :** Cheick B. CISSE

**Secrétaire générale adjointe :** Aïssata CISSE

**Secrétaire administratif :** Moussa B. GUINDO

**Secrétaire administratif adjoint:** Mamadou DIARRA

**Trésorière générale :** Zénabou DIARRA

**Trésorière générale adjointe :** Biba COULIBALY

**Secrétaire à l'organisation :** Mamadou B. CAMARA

**1<sup>ère</sup> Secrétaire à l'organisation :** Sira Bagayoko

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Gaoussou COULIBALY

**Secrétaire à l'information:** Soumaïla DIARRA

**1<sup>er</sup> Secrétaire à l'information:** Bakary DOUMBIA

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'information:** Modibo DANTE

**Secrétaire aux relations extérieures:** Fanta COULIBALY

**Secrétaire aux relations extérieures adjoint :** Bourema GAKOU

**Secrétaire aux sports et aux loisirs:** Salif DEMBELE

**Secrétaire aux sports et aux loisirs Adjoint :** Drissa DIAMOUTENE

**Commissaire aux comptes** : Souleymane DIARRA  
**Commissaire aux comptes adjoint** : Yaya TRAORE

**Secrétaire aux conflits**: Idrissa COULIBALY  
**Secrétaire aux conflits adjoint**: Aichata COULIBALY

**Secrétaire aux affaires académique et de l'appui aux étudiants** : Harouna H. DIALLO

**Secrétaire aux affaires académiques et de l'appui aux étudiants** : Fousseyni DIARRA

**Président de la commission de contrôle** : Sinaly BALLO

**Président de la commission de contrôle adjoint** : Lamine GOITA

**Vice présidente de la commission de contrôle** : Fatoumata GUINDO

**Vice président de la commission de contrôle** : Fousseyni BERTHE

-----

**Suivant récépissé n°252/MAT-DGAT** en date du 22 décembre 2015, il a été créé une fondation dénommée : «Fondation KAREMBE ».

**But** : Aider les personnes défavorisées dans la société tel que les personnes âgées, les mendiants, les démunies, exhorter l'entraide entre les riches et pauvres etc.

**Siège Social** : Bamako, Niamakoro Cité UNICEF, Rue 206 porte 92

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Présidente** : Almamy Aly KAREMBE  
**Vice-président** : Issa KAREMBE

**Secrétaire général** : Boubacar DEGOGA  
**Secrétaire général adjoint** : Yacouba DEGOGA

**Secrétaire administratif** : Ibrahima GARANGO  
**Secrétaire administratif adjoint**: Abdoulaye SACKO

**Trésorier général** : Amadou KAREMBE  
**Trésorier général adjoint**: Amagraye SAGARA

**Secrétaire à l'organisation** : Alou DIARRA  
**Secrétaire à l'organisation adjoint**: Mamadou TRAORE

**Secrétaire aux relations extérieures**: Adama BAGAYOKO

**Secrétaire aux relations féminines**: Bintou DEGOGA

**Commissaire aux conflits** : Aminata TRAORE  
**Commissaire aux conflits adjointe** : Aissetou TRAORE

**Secrétaire à l'information** : Pierre POUDJOUGOU  
**Secrétaire à l'information adjoint** : Abdoulaye MOULAYE

-----

**Suivant récépissé n°0811/G-DB** en date du 02 octobre 2015, il a été créé une association dénommée : « Association des Ressortissants et Sympathisants de Dakamakanga » (Commune de Gadougou 1 ; cercle de Kita ; région de Kayes) en abrégé (ARSD).

**But** : réunir tous les ressortissants du Village de Dakamakanga et mobiliser toutes personnes de bonne volonté désireuses de se joindre à elle en vue de contribuer au développement socio-économique du village, etc.

**Siège Social** : Sébénicoro (Secteur 7), Rue 432 porte 25

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Mady DIONFAGA

**Vice-présidente** : Sayon DIONFAGA

**Secrétaire général** : Oumar DIONFAGA  
**Secrétaire général adjoint**: Niama DANFAGA

**Secrétaire administratif**: Lassana DIONFAGA

**Secrétaire administratif adjoint**: Boubacar Sidiki DIONFAGA

**Secrétaire à l'organisation** : Bandia DIONFAGA  
**Secrétaire adjoint à l'organisation**: Mamadou DANFAGA

**Secrétaire aux relations extérieures** : Tiéman KIABOU

**Trésorier général**: Famakan DJONFAGA  
**Trésorière générale adjointe**: Aminata DIONFAGA

**Secrétaire à l'information et à la communication** : Sayon DJONFAGA

**Secrétaire adjointe à l'information et à la communication** : Safiatou DJONFAGA

**Secrétaire à la solidarité et aux affaires sociales** : Sékou KIABOU

**Commissaire aux conflits**: Madou DJONFAGA  
**Commissaire adjoint aux conflits**: Manga DIONFAGA

**Secrétaire aux sports** : Boubacar S DJONGAGA

**Secrétaire aux comptes** : Mamadi DJONFAGA

**Secrétaire à l'environnement et à la santé** : Niouma Bougary DJONFAGA

**Suivant récépissé n°0969/G-DB** en date du 27 novembre 2015, il a été créé une association dénommée : « Association des Travailleurs Sociaux à la Retraite », en abrégé (ATSR).

**But** : Promouvoir les actions de solidarité et d'entraide entre ses membres, etc.

**Siège Social** : Quartier du Fleuve en commune III, rue 321 porte 445 Bamako

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Ousmane GUINDO

**Vice-présidente** : Urbain Jacqueline GOITA

**Secrétaire général** : Issaka COULIBALY

**Secrétaire général adjoint** : Goulou Moussa TRAORE

**Secrétaire administratif** : Mohamed Alpha CISSE

**Secrétaire administrative adjointe** : SIDIBE Assanatou Doussouba SOW

**Trésorier**: Omar SISSOKO

**Trésorière adjointe**: OUATTARA Oumou COULIBALY

**Secrétaire à l'organisation** : Seydou Oumar SIDIBE

**Secrétaire adjoint à l'organisation** : DIANE Djéneba DIALLO

**Secrétaire à la communication** : Cheick Oumar DIAKITE

**Secrétaire aux relations extérieures et partenariat**: DIARRA Salimata COULIBALY

**Secrétaire adjointe aux relations extérieures et partenariat**: KOUMARE Lucienne PARAISSO

**Secrétaire aux conflits et de la réconciliation**: BOUCOUM KADIATOU SIDIBE

**Secrétaire aux conflits adjoint et de la réconciliation**: Mahamadou CISSE

**Suivant récépissé n°0878/G-DB** en date du 27 octobre 2015, il a été créé une association dénommée : « Association pour un avenir Radieux pour les Enfants Démunis », en abrégé (AARED DJIGUI FALAW).

**But** : Protection, la promotion et la formation à l'endroit des enfants démunis et le renforcement des capacités des enfants afin qu'ils puissent eux-mêmes se, prendre en charge en cas de difficulté, etc.

**Siège Social** : Faladié Sema, rue 810 porte 24 Bamako

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Mahamane TRAORE

**Secrétaire général** : Moussa SANOGO

**Secrétaire générale adjointe**: Fanta SOW

**Trésorière**: Modibo SANOGO

**Trésorière adjointe**: Ouleymatou TOURE

**Secrétaire à l'information et à la presse** : Kadiatou DEMBELE

**Secrétaire adjoint à l'information et à la presse** : Mahamane Sarmoye DIALLO

**Secrétaire aux relations extérieures**: Monzon DIARRA

**Secrétaire adjointe aux relations extérieures** : Maïmouna Kane DIALLO

**Secrétaire aux projets** : Yama DICKO

**Secrétaire adjointe aux projets** : Oumou Zoune TOURE

**Secrétaire à l'organisation** : Yacouba TIMITE

**Secrétaire adjoint à l'organisation** : Bahama SANGARE

**Secrétaire à la promotion de l'enfant et de la famille** : Racky Magid TOURE

**Secrétaire adjointe à la promotion de l'enfant et de la famille** : Aissata TRAORE

**Secrétaire administratif**: Cheickna CAMARA

**Secrétaire adjointe administrative**: Nafissatou BAH

**Secrétaire aux affaires sociales** : Yaiya KOITA

**Secrétaire adjointe aux affaires sociales** : Fatoumata DIAKITE

**Secrétaire aux conflits**: Fatoumata BAH

**Secrétaire aux conflits adjointe**: Fatoumata DEM

**Commissaire aux comptes** : Oumar BAH